

Chambre des Représentants.

SÉANCE DU 2 MARS 1910.

Projet de loi apportant des modifications aux dispositions des lois d'organisation judiciaire concernant les greffiers des tribunaux de commerce.

EXPOSÉ DES MOTIFS.

MESSIEURS,

Au cours de la discussion du dernier Budget de la Justice, le Gouvernement s'est engagé à examiner dans une vue d'ensemble les modifications qu'il convient d'apporter aux dispositions légales qui règlent la situation du personnel du greffe des tribunaux de commerce. Il vient, aujourd'hui, vous soumettre le résultat de son examen.

*
* *

Aux termes des articles 63 et suivants de la loi du 18 juin 1869 sur l'organisation judiciaire, il y a, dans chaque tribunal de commerce, un greffier qui est nommé et peut être révoqué par le Roi et, dans les tribunaux de commerce composés de deux chambres, un greffier adjoint nommé et révoqué par le Roi. Le greffier est assisté d'un ou de plusieurs commis greffiers dont le nombre est déterminé par le Roi. Les commis greffiers sont nommés par le tribunal auquel ils sont attachés, sur une liste triple de candidats présentée par le greffier. Ils peuvent être révoqués par le tribunal.

Les traitements des greffiers et des greffiers adjoints sont déterminés par la loi. La loi du 25 novembre 1889 a fixé à 10,000 francs le traitement inférieur des greffiers des tribunaux de commerce de première classe (Bruxelles et Anvers); à 7,500 francs, celui des greffiers des tribunaux de commerce de deuxième classe (Liège et Gand); à 4,500 francs, celui des

greffiers des tribunaux de commerce de troisième classe (Alost, Bruges, Courtrai, Louvain, Mons, Namur, Ostende, Saint-Nicolas, Tournai et Verviers). Elle a fixé à 6,000 francs le traitement inférieur des greffiers adjoints des tribunaux de première classe. La loi du 27 juin 1893, qui a créé une seconde chambre aux tribunaux de commerce de Liège et de Gand, a fixé à 4,000 francs le traitement inférieur des greffiers adjoints de ces tribunaux.

Les commis greffiers ont longtemps été rétribués par les greffiers, soit sur le produit des émoluments perçus par ceux-ci, soit, postérieurement à la loi du 25 novembre 1889, sur le montant des allocations mises par le Gouvernement à la disposition des greffiers pour rémunérer leurs commis et employés. Depuis la loi du 3 juillet 1899, les salaires des employés qui sont en même temps commis greffiers ont été remplacés par des traitements dont le montant est fixé par le Ministre de la Justice et dont le paiement a lieu directement par le Trésor public.

*
* *

Les tribunaux de commerce ont pris, ces dernières années, un développement considérable. Les tribunaux de Bruxelles et d'Anvers, qui, en 1869, se composaient de deux chambres, en comprennent actuellement cinq. Les tribunaux de Gand et de Liège n'avaient à la même époque qu'une seule chambre; ils en comptent trois aujourd'hui. Le nombre des affaires dont le jugement est dévolu aux tribunaux de commerce a, d'une manière générale, beaucoup progressé. On conçoit, dès lors, aisément que les dispositions qui règlent la situation des greffiers, ne répondent plus aux nécessités actuelles.

Le texte qui limite le nombre des greffiers adjoints au nombre des chambres moins une, ne s'explique plus guère. Le développement et l'importance des litiges peut exiger l'adjonction à une même chambre de plus d'un greffier adjoint. C'est là chose aujourd'hui impossible, et toute création d'un nouveau siège de greffier adjoint nécessite la création d'une nouvelle chambre avec tout le personnel judiciaire qui y est afférent. La nomination de commis greffiers, porteurs du diplôme de docteur en droit, jouissant d'un traitement spécial, a eu pour but de parer, en une certaine mesure, à cet inconvénient. Mais elle se justifie difficilement si l'on tient compte de la situation d'infériorité dans laquelle se trouvent placés ces fonctionnaires vis-à-vis de collègues qui remplissent à peu près les mêmes fonctions et auxquels ils pourraient légitimement prétendre être assimilés.

Le Gouvernement estime qu'il convient de corriger cette disposition. Le projet qui vous est soumis attribue au Roi le droit de déterminer, suivant les nécessités du service des audiences, le nombre des greffiers adjoints attachés aux tribunaux de commerce, à l'instar de ce qu'établissent déjà, pour les cours d'appel et les tribunaux de première instance, les articles 77 et 25 de la loi du 18 juin 1869.

D'autre part, répondant à un vœu qui a souvent trouvé écho au sein des

Chambres législatives, le projet modifie la qualification attribuée aux greffiers et aux greffiers adjoints des tribunaux de commerce. On l'a fait remarquer souvent, ces fonctionnaires, à côté de leurs fonctions principales, remplissent une mission spéciale dont l'importance est considérable. Ils assistent le juge, ils rédigent et écrivent le texte des actes judiciaires et des jugements. Le titre de greffier référendaire et de greffier adjoint référendaire que le Gouvernement propose de leur conférer paraît répondre adéquatement à leurs diverses fonctions. Il conserve l'indication de leurs fonctions essentielles, les fonctions de greffier, indispensables pour la constitution de tout tribunal, tout en complétant ce titre par l'addition d'un qualificatif qui rappelle leurs attributions particulières.

A ce changement de titre vient s'ajouter une modification au barème des traitements. Les traitements des greffiers référendaires de troisième classe et celui des greffiers adjoints référendaires de deuxième classe, actuellement fixé à 4,500 et à 4.000 francs, semblent insuffisants pour rémunérer des fonctionnaires dont la tâche s'est sensiblement accrue. Le projet élève ces traitements à 5,000 francs. Il fixe à 4,000 francs le traitement des greffiers adjoints référendaires de troisième classe, pour l'époque encore éloignée sans doute où le Gouvernement, usant de la délégation que lui confère l'article 64 révisé, jugerait nécessaire d'attacher à certains tribunaux de troisième classe un greffier adjoint référendaire.

Le projet crée, enfin, entre les greffiers adjoints référendaires et les commis greffiers, une catégorie intermédiaire de fonctionnaires, les greffiers adjoints.

Les commis greffiers des tribunaux de commerce remplissent des occupations essentiellement différentes suivant les tribunaux auxquels ils sont attachés. Dans les greffes des tribunaux de peu d'importance où, à côté du greffier, il n'y a qu'un seul employé, celui-ci fait bien plus la besogne de commis aux écritures, d'expéditionnaire que celle de greffier. Ce dernier remplit normalement lui-même tous les actes et devoirs de son ministère. La présence d'un commis greffier répond alors parfaitement à la situation des commis greffiers de justice de paix d'une certaine importance où le greffier est assisté d'un ou de plusieurs employés qui font ordinairement des écritures et des expéditions et qui ne remplacent qu'exceptionnellement le greffier.

Dans les grands greffes où, indépendamment des commis greffiers, il y a des employés en nombre plus ou moins élevé, la plupart des commis greffiers s'occupent exclusivement d'actes et de devoirs exigeant la qualité de greffier. Sans doute, ils ne siègent pas aux audiences ou, tout au moins, ils ne rédigent pas les jugements, mais à côté de ces devoirs très importants, qui ne peuvent convenablement être remplis que par des fonctionnaires porteurs du diplôme de docteur en droit, il en est d'autres moins importants que les commis greffiers remplissent au lieu et place du greffier. Ceux de ces commis qui s'occupent exclusivement de ces devoirs exercent des fonctions équivalentes à celles des greffiers adjoints des tribunaux de première

instance. Il est équitable de leur en donner le titre et les avantages. C'est ce que fait le projet en laissant au Roi le soin de déterminer, suivant les besoins du service, le nombre des greffiers adjoints attachés aux tribunaux de commerce, en fixant le traitement de ces agents, en laissant au Gouvernement le soin de pourvoir à leur nomination et en leur permettant l'accès au greffe des cours d'appel et des tribunaux de première instance.

Telles sont, Messieurs, les dispositions essentielles du projet. Elles font l'objet des articles 1, 2 et 3.

Les articles 4, 5 et 6 contiennent quelques dispositions transitoires nécessaires pour assurer le passage du régime actuel au régime nouveau.

Il va sans dire que par le fait de l'adoption du projet toutes les dispositions légales qui, aujourd'hui, visent les greffiers et les greffiers adjoints des tribunaux de commerce s'appliqueront aux greffiers référendaires et aux greffiers adjoints référendaires de ces tribunaux.

Le Ministre de la Justice,

LÉON DE LANTSHEERE.

Projet de loi apportant des modifications aux dispositions des lois d'organisation judiciaire concernant les greffiers des tribunaux de commerce.

Ontwerp van wet tot wijziging der bepalingen der wetten op de rechterlijke inrichting betreffende de griffiers der handelsrechtbanken.

ALBERT,

ROI DES BELGES,

A tous présents et à venir, Salut.

Sur la proposition de Notre Ministre de la Justice,

NOUS AVONS ARRÊTÉ ET ARRÊTONS :

Notre Ministre de la Justice est chargé de présenter, en Notre nom, aux Chambres législatives le projet de loi dont la teneur suit :

ARTICLE PREMIER.

Les articles 63, 64 et 65 de la loi du 18 juin 1869 sur l'organisation judiciaire sont remplacés par les dispositions suivantes :

ART. 63. — Il y a dans chaque tribunal de commerce un greffier référendaire qui est nommé et peut être révoqué par le Roi.

ART. 64. — Le greffier référendaire peut être assisté d'un ou de plusieurs greffiers adjoints référendaires qui sont nommés et peuvent être révoqués par le Roi. Le nombre en est déterminé par le Roi d'après les besoins du service des audiences.

Le greffier référendaire peut être assisté d'un ou de plusieurs greffiers adjoints et d'un ou de plusieurs commis greffiers dont le nombre est déterminé

ALBERT,

KONING DER BELGEN,

Aan allen, tegenwoordigen en toekomstenden, Heil.

Op voorstel van Onzen Minister van Justitie,

WIJ HEBBEN BESLOTEN EN WIJ BESLUITEN :

Onze Minister van Justitie is belast, in Onzen naam, bij de Wetgevende Kamers het wetsontwerp aan te bieden, waarvan de inhoud volgt :

EERSTE ARTIKEL.

De artikelen 63, 64 en 65 der wet van 18 Juni 1869 op de rechterlijke inrichting zijn door de volgende bepalingen vervangen :

ART. 63. — Er is bij iedere handelsrechtbank een griffier referendaris, die benoemd wordt en uit zijn ambt ontzet kan worden door den Koning.

ART. 64. — De griffier referendaris kan bijgestaan worden door een of meer toegevoegde griffiers referendarissen die benoemd worden en uit hun ambt ontzet kunnen worden door den Koning. Hun getal wordt door den Koning bepaald volgens de vereischen van den dienst der zittingen.

De griffier referendaris kan bijgestaan worden door een of meer toegevoegde griffiers en door een of meer griffiers-klerken wier getal door den Koning

par le Roi d'après les autres besoins du service.

Les greffiers adjoints sont nommés par le Roi sur deux listes doubles de candidats, présentées l'une par le président du tribunal, l'autre par le greffier référendaire. Ils peuvent être révoqués par le Roi.

ART. 65. — Nul ne peut être nommé greffier référendaire ou greffier adjoint référendaire, s'il n'est âgé de 25 ans accomplis et s'il n'est docteur en droit.

Nul ne peut être nommé greffier adjoint ou commis greffier, s'il n'est âgé de 21 ans accomplis.

ARTICLE 2.

Les mots « ou de commerce » sont ajoutés, à l'article 26 de la loi du 18 juin 1869, après ceux « greffier adjoint d'une cour ou d'un tribunal de première instance » et, à l'article 78 de la même loi, après ceux « greffier adjoint d'un tribunal de première instance ».

ARTICLE 3.

Les traitements intérieurs des greffiers référendaires, des greffiers adjoints référendaires et des greffiers adjoints des tribunaux de commerce sont fixés comme suit :

	1 ^{re} classe.	2 ^e classe.	3 ^e classe.
Greffiers référendaires	10,000	7,500	5,000
Greffiers adjoints référendaires	6,000	5,000	4,000
Greffiers adjoints	3,200	3,000	2,800

Ces traitements sont majorés de

wordt bepaald volgens de andere vereischten van den dienst.

De toegevoegde griffiers worden door den Koning benoemd op twee dubbeltallen van kandidaten, het eene door den voorzitter der rechtbank, het andere door den griffier referendaris voorgedragen. Zij kunnen door den Koning uit hun ambt worden ontzet.

ART. 65. — Niemand kan tot griffier referendaris of tot toegevoegd griffier referendaris worden benoemd, zoo hij niet ten volle den ouderdom van 25 jaren bereikt heeft en niet doctor in de rechten is.

Niemand kan tot toegevoegd griffier of tot griffiersklerk worden benoemd, zoo hij niet ten volle den ouderdom van 21 jaren bereikt heeft.

ARTIKEL 2.

De woorden « of van eene handelsrechtbank » worden opgenomen, in artikel 26 der wet van 18 Juni 1869, na de woorden « toegevoegd griffier van een gerechtshof of van eene rechtbank van eersten aanleg » en in artikel 78 derzelfde wet, na de woorden « toegevoegd griffier van eene rechtbank van eersten aanleg ».

ARTIKEL 3.

De laagste jaarwedden van de griffiers referendarissen, toegevoegde griffiers referendarissen en toegevoegde griffiers der handelsrechtbanken zijn als volgt bepaald :

	1 ^e klasse	2 ^e klasse	3 ^e klasse
Griffiers referendarissen	10,000	7,500	5,000
Toegevoegde griffiers referendarissen	6,000	5,000	4,000
Toegevoegde griffiers	3,200	3,000	2,800

Deze jaarwedden worden om de vijf

300 francs tous les cinq ans dans les conditions déterminées aux articles 1 à 3 de la loi du 5 décembre 1903.

jaren met 300 frank verhoogd in de voorwaarden bij de artikelen 1 tot 3 der wet van 5 December 1903 bepaald.

Dispositions transitoires.

ARTICLE 4.

Les greffiers et les greffiers adjoints des tribunaux de commerce, actuellement en fonctions, prennent respectivement le titre de greffiers référendaires et de greffiers adjoints référendaires.

ARTICLE 5.

Les commis greffiers, actuellement en fonctions dans les tribunaux de commerce, qui seront nommés greffiers adjoints conserveront, à titre personnel, les traitements dont ils jouissent, s'ils sont supérieurs à ceux établis par la présente loi.

ARTICLE 6.

Les commis greffiers qui seront nommés greffiers adjoints dans le cours de la présente année pourront faire valoir, pour la détermination de leurs traitements, les années de fonctions passées en la première de ces qualités.

Donné à Bruxelles, le 1^{er} mars 1910.

Overgangsbepalingen.

ARTIKEL 4.

De griffiers en toegevoegde griffiers der handelsrechtbanken, thans in functie, nemen onderscheidenlijk den titel van griffier referendaris en van toegevoegd griffier referendaris.

ARTIKEL 5.

De griffiersklerken, thans bij de handelsrechtbanken in functie, die tot toegevoegd griffier zullen benoemd worden, blijven ten persoonlijken titel hunne jaarwedde genieten, indien deze hooger is dan de bij deze wet bepaalde.

ARTIKEL 6.

De griffiersklerken die tot toegevoegd griffier zullen benoemd worden in den loop van dit jaar, mogen, ter bepaling van hunne jaarwedde, de dienstjaren doen gelden welke zij in de eerstgemelde betrekking tellen.

Gegeven te Brussel, den 1^{sten} Maart 1910.

ALBERT.

PAR LE ROI :

Le Ministre de la Justice,

VAN 'S KONINGS WEGE :

De Minister van Justitie,

LÉON DE LANTSHEERE.



Kamer der Volksvertegenwoordigers.

VERGADERING VAN 2 MAART 1910.

Ontwerp van wet tot wijziging der bepalingen der wetten op de rechterlijke
inrichting betreffende de griffiers der handelsrechtbanken.

MEMORIE VAN TOELICHTING.

MIJNE HEEREN,

Tijdens de bespreking der laatste Begrooting van Justitie, heeft de Regeering zich verbonden, in overzichtelijken zin te overwegen welke wijzigingen er gebracht dienen te worden aan de wetsbepalingen waarbij de toestand van het personeel der griffie van de handelsrechtbanken geregeld is. Thans komt zij u den uitslag dier overwegingen onderwerpen.

*
* *

Naar luid van de artikelen 63 en volgende der wet van 18 Juni 1869 op de rechterlijke inrichting, is er in iedere handelsrechtbank een griffier die benoemd wordt en die uit zijn ambt kan ontzet worden door den Koning, en, in de uit twee kamers samengestelde handelsrechtbanken, een door den Koning te benoemen en uit zijn ambt te ontzetten toegevoegde griffier. De griffier wordt bijgestaan door een of meer griffiersklerken welker getal door den Koning bepaald wordt. De griffiersklerken worden benoemd door de rechtbank waaraan zij verbonden zijn, op eene door den griffier voorgestelde driedubbele kandidatenlijst. Zij kunnen door de rechtbank uit hun ambt ontzet worden.

De jaarwedden der griffiers en toegevoegde griffiers zijn door de wet vastgesteld. Bij de wet van 25 November 1889 is de laagste jaarwedde der griffiers van de handelsrechtbanken der eerste klasse (Brussel en Antwerpen) op 10,000 frank bepaald; op 7,500 frank die der griffiers van

de handelsrechtbanken der tweede klasse (Luik en Gent); op 4,500 frank die der griffiers van de handelsrechtbanken der derde klasse (Aalst, Brugge, Kortrijk, Leuven, Bergen, Namen, Oostende, Sint-Nicolaas, Doornik en Verviers). Bij die wet is de laagste jaarwedde der toegevoegde griffiers van de handelsrechtbanken der eerste klasse op 6,000 frank bepaald. De wet van 27 Juni 1895, waarbij eene tweede kamer ingericht werd bij de handelsrechtbanken te Luik en te Gent, heeft de laagste jaarwedde der toegevoegde griffiers van die rechtbanken op 4,000 frank bepaald.

Geruimen tijd werden de griffiersklerken bezoldigd door de griffiers, hetzij uit de opbrengst der door dezen geheven emolumenten, hetzij, na de wet van 25 November 1889, op het bedrag der gelden, door de Regeering ter beschikking van de griffiers gesteld tot bezoldiging hunner klerken en bedienden. Sinds de wet van 3 Juli 1899 werden de loonen der bedienden, die tevens griffiersklerken zijn, vervangen door jaarwedden waarvan het bedrag door den Minister van Justitie vastgesteld is en die rechtstreeks uit 's Lands Schatkist worden betaald.

*
* *

In de laatste jaren hebben de handelsrechtbanken eene aanzienlijke uitbreiding genomen. De rechtbanken te Brussel en te Antwerpen, die ten jare 1869 uit twee kamers samengesteld waren, hebben er thans vijf; de rechtbanken te Gent en te Luik hadden destijds slechts ééne kamer, zij hebben er thans drie. Het aantal der zaken, die door de handelsrechtbanken moeten terecht worden, is, in het algemeen gesproken, zeer gestegen. Het is dus licht te verstaan dat de bepalingen waarbij de toestand der griffiers geregeld is, niet meer aan de tegenwoordige eischen voldoen.

De tekst die het getal der toegevoegde griffiers beperkt tot het getal der kamers, min ééne, laat zich bezwaarlijk nog uitleggen. De uitbreiding en de belangrijkheid der rechtsgeschillen kunnen het noodig maken dat aan ééne kamer meer dan een toegevoegd griffier verbonden zij. Thans kan dat niet, en om eene nieuwe plaats van toegevoegd griffier te kunnen inruimen, is het noodzakelijk eene nieuwe kamer op te richten met al het daarbij behoorend rechterlijk personeel. De benoeming van griffiersklerken, in het bezit van het diploma van doctor in de rechten, en eene bijzondere jaarwedde genietend, had ten doel, in eenige mate dat bezwaar te verwijderen. Maar zij blijkt niet zeer gewettigd zoo men rekening houdt met den toestand van minderheid, waarin die ambtenaren verkeerden tegenover collegas die ongeveer dezelfde werkzaamheid vervullen en waarmede zij billijkerwijze zouden mogen verlangen te worden gelijkgesteld.

De Regeering is van oordeel dat die bepaling dient verbeterd te worden. Het ontwerp dat u ter overweging aangeboden wordt, geeft aan den Koning het recht, volgens de vereischen van den dienst der zittingen, het getal der aan de handelsrechtbanken verbonden toegevoegde griffiers vast te stellen, zooals reeds voor de hoven van beroep en de rechtbanken van eersten aanleg bij de artikelen 77 en 25 der wet van 18 Juni 1869 bepaald is.

Anderzijds, voldoening gevende aan een wensch die herhaaldelijk weerklank vond in de Wetgevende Kamers, wordt bij het ontwerp de aan de griffiers en de toegevoegde griffiers der handelsrechtbanken gegeven benaming gewijzigd. Vaak is aangemerkt geworden dat die ambtenaren, benevens hunne voornaamste werkzaamheid, eene bijzondere zending vervullen van aanzienlijk belang. Zij staan den rechter ter zijde, de tekst der rechterlijke akten en der vonnissen wordt door hen opgemaakt en geschreven. De titel griffier referendaris en toegevoegd griffier referendaris, welken de Regeering voorstelt hun te verleen, schijnt nauwkeurig te passen aan hunne verschillende werkzaamheden. Die titel behoudt de aanduiding hunner hoofdzakelijke betrekking, die van griffier, welke onontbeerlijk is ter samenstelling van elke rechtbank, en die titel wordt aangevuld door eene benaming waarbij aan hunne bijzondere bevoegdheid herinnerd wordt.

Bij de wijziging van den titel sluit eene wijziging in de tabel der jaarwedden aan. De jaarwedden der griffiers referendarissen der derde klasse en die der toegevoegde griffiers referendarissen der tweede klasse, zijnde thans 4,500 en 4,000 frank, schijnen ontoereikend tot bezoldiging van ambtenaren wier taak gevoelig vermeerderde. Door het ontwerp worden die jaarwedden tot 5,000 frank opgevoerd. Het bepaalt op 4,000 frank de jaarwedde der toegevoegde griffiers referendarissen der derde klasse, voor den vermoedelijk nog verwijderden tijd dat de Regeering, gebruik makende van de machtiging haar door het herziene artikel 64 verleend, noodig oordeelen zou bij enkele rechtbanken der derde klasse een toegevoegd griffier referendaris aan te stellen.

Ook stelt het ontwerp, tusschen de toegevoegde griffiers referendarissen eenerzijds en de griffiersklerken anderzijds, eene categorie van ambtenaren, de toegevoegde griffiers.

De griffiersklerken der handelsrechtbanken vervullen in hoofdzaak verschillende werkzaamheden, naar gelang van de rechtbank waaraan zij verbonden zijn. In de griffiën der rechtbanken van geringe belangrijkheid waar er, benevens den griffier, slechts een enkele bediende is, doet deze veelmeer het werk van schrijfklerk, van expeditionnair, dan dat van griffier. Deze voorziet doorgaans zelf in al de akten en verrichtingen van zijn ambt. Dan staat de aanwezigheid van een griffiersklerk volkomen gelijk met den toestand der griffiersklerken van de vredegerechten van eenige belangrijkheid, waar de griffier bijgestaan is door een of meer bedienden die doorgaans schrijf- of expeditiewerk verrichten en slechts bij uitzondering den griffier vervangen.

In de grootere griffiën, waar er benevens de griffiersklerken ook bedienden, kleiner of grooter in getal, werkzaam zijn, houden de meeste griffiersklerken zich uitsluitend bezig met akten en verrichtingen die de hoedanigheid als griffier vereischen. Gewis, zij zetelen niet ter zitting of zij maken althans geen vonnissen op, maar behalve die zeer gewichtige verrichtingen die alleen door ambtenaren, in het bezit van het diploma van doctor in de rechten, behoorlijk kunnen vervuld worden, zijn er andere minder gewich-

tige verrichtingen welke door de griffiersklerken ter outlasting van den griffier worden vervuld. Zij, onder die klerken, die zich uitsluitend met die verrichtingen bezig houden, vervullen een ambt dat gelijk staat met dat der toegevoegde griffiers in de rechtbanken van eersten aanleg. Het is billijk er hun den titel en de voordeelen van te verleenen. Dit doet het ontwerp, waar het den Koning de zorg laat, volgens de vereischen van den dienst, het getal der aan de handelsrechtbanken verbonden toegevoegde griffiers te bepalen, de jaarwedde dier agenten vaststelt, het aan de Regeering overlaat in hunne benoeming te voorzien en hun toegang geeft tot de griffie der hoven van beroep en der rechtbanken van eersten aanleg.

Dit zijn, Mijne Heeren, de hoofdbepalingen van het ontwerp. Zij zijn vervat in de artikelen 1, 2 en 3.

De artikelen 4, 5 en 6 houden eenige overgangsbepalingen in, die noodig zijn om den overgang van het huidige regiem tot het nieuwe regiem te verzekeren.

Het hoeft niet gezegd dat, door de aanneming van het ontwerp, feitelijk al de wetsbepalingen, die thans op de griffiers en de toegevoegde griffiers der handelsrechtbanken doelen, zullen van toepassing worden op de griffiers referendarissen en op de toegevoegde griffiers referendarissen van die rechtbanken.

De Minister van Justitie,

LÉON DE LANTSHEERE.

Projet de loi apportant des modifications aux dispositions des lois d'organisation judiciaire concernant les greffiers des tribunaux de commerce.

Ontwerp van wet tot wijziging der bepalingen der wetten op de rechterlijke inrichting betreffende de griffiers der handelsrechtbanken.

ALBERT,

ROI DES BELGES,

A tous présents et à venir, Salut.

Sur la proposition de Notre Ministre de la Justice,

NOUS AVONS ARRÊTÉ ET ARRÊTONS :

Notre Ministre de la Justice est chargé de présenter, en Notre nom, aux Chambres législatives le projet de loi dont la teneur suit :

ARTICLE PREMIER.

Les articles 63, 64 et 65 de la loi du 18 juin 1869 sur l'organisation judiciaire sont remplacés par les dispositions suivantes :

ART. 63. — Il y a dans chaque tribunal de commerce un greffier référendaire qui est nommé et peut être révoqué par le Roi.

ART. 64. — Le greffier référendaire peut être assisté d'un ou de plusieurs greffiers adjoints référendaires qui sont nommés et peuvent être révoqués par le Roi. Le nombre en est déterminé par le Roi d'après les besoins du service des audiences.

Le greffier référendaire peut être assisté d'un ou de plusieurs greffiers adjoints et d'un ou de plusieurs commis greffiers dont le nombre est déterminé

ALBERT,

KONING DER BELGEN,

Aan allen, tegenwoordigen en toekomstenden, Heil.

Op voorstel van Onzen Minister van Justitie,

WIJ HEBBEN BESLOTEN EN WIJ BESLUITEN :

Onze Minister van Justitie is belast, in Onzen naam, bij de Wetgevende Kamers het wetsontwerp aan te bieden, waarvan de inhoud volgt :

EERSTE ARTIKEL.

De artikelen 63, 64 en 65 der wet van 18 Juni 1869 op de rechterlijke inrichting zijn door de volgende bepalingen vervangen :

ART. 63. — Er is bij iedere handelsrechtbank een griffier referendaris, die benoemd wordt en uit zijn ambt ontzet kan worden door den Koning.

ART. 64. — De griffier referendaris kan bijgestaan worden door een of meer toegevoegde griffiers referendarissen die benoemd worden en uit hun ambt ontzet kunnen worden door den Koning. Hun getal wordt door den Koning bepaald volgens de vereischten van den dienst der zittingen.

De griffier referendaris kan bijgestaan worden door een of meer toegevoegde griffiers en door een of meer griffiers-klerken wier getal door den Koning

par le Roi d'après les autres besoins du service.

Les greffiers adjoints sont nommés par le Roi sur deux listes doubles de candidats, présentées l'une par le président du tribunal, l'autre par le greffier référendaire. Ils peuvent être révoqués par le Roi.

ART. 65. — Nul ne peut être nommé greffier référendaire ou greffier adjoint référendaire, s'il n'est âgé de 25 ans accomplis et s'il n'est docteur en droit.

Nul ne peut être nommé greffier adjoint ou commis greffier, s'il n'est âgé de 21 ans accomplis.

ARTICLE 2.

Les mots « ou de commerce » sont ajoutés, à l'article 26 de la loi du 18 juin 1869, après ceux « greffier adjoint d'une cour ou d'un tribunal de première instance » et, à l'article 78 de la même loi, après ceux « greffier adjoint d'un tribunal de première instance ».

ARTICLE 3.

Les traitements intérieurs des greffiers référendaires, des greffiers adjoints référendaires et des greffiers adjoints des tribunaux de commerce sont fixés comme suit :

	1 ^{re} classe	2 ^e classe.	3 ^e classe.
Greffiers référendaires	10,000	7,500	5,000
Greffiers adjoints référendaires	6,000	5,000	4,000
Greffiers adjoints	3,200	3,000	2,800

Ces traitements sont majorés de

wordt bepaald volgens de andere vereischten van den dienst.

De toegevoegde griffiers worden door den Koning benoemd op twee dubbeltallen van kandidaten, het eene door den voorzitter der rechtbank, het andere door den griffier referendaris voorgedragen. Zij kunnen door den Koning uit hun ambt worden ontzet.

ART. 65. — Niemand kan tot griffier referendaris of tot toegevoegd griffier referendaris worden benoemd, zoo hij niet ten volle den ouderdom van 25 jaren bereikt heeft en niet doctor in de rechten is.

Niemand kan tot toegevoegd griffier of tot griffiersklerk worden benoemd, zoo hij niet ten volle den ouderdom van 21 jaren bereikt heeft.

ARTIKEL 2.

De woorden « of van eene handelsrechtbank » worden opgenomen, in artikel 26 der wet van 18 Juni 1869, na de woorden « toegevoegd griffier van een gerechtshof of van eene rechtbank van eersten aanleg » en in artikel 78 derzelfde wet, na de woorden « toegevoegd griffier van eene rechtbank van eersten aanleg ».

ARTIKEL 3.

De laagste jaarwedden van de griffiers referendarissen, toegevoegde griffiers referendarissen en toegevoegde griffiers der handelsrechtbanken zijn als volgt bepaald :

	1 ^{re} classe	2 ^e classe.	3 ^e classe.
Greffiers referendarissen	10,000	7,500	5,000
Toegevoegde griffiers referendarissen	6,000	5,000	4,000
Toegevoegde griffiers	3,200	3,000	2,800

Deze jaarwedden worden om de vijf

300 francs tous les cinq ans dans les conditions déterminées aux articles 1 à 3 de la loi du 5 décembre 1903.

jaren met 300 frank verhoogd in de voorwaarden bij de artikelen 1 tot 3 der wet van 5 December 1903 bepaald.

Dispositions transitoires.

ARTICLE 4.

Les greffiers et les greffiers adjoints des tribunaux de commerce, actuellement en fonctions, prennent respectivement le titre de greffiers référendaires et de greffiers adjoints référendaires.

ARTICLE 5.

Les commis greffiers, actuellement en fonctions dans les tribunaux de commerce, qui seront nommés greffiers adjoints conserveront, à titre personnel, les traitements dont ils jouissent, s'ils sont supérieurs à ceux établis par la présente loi.

ARTICLE 6.

Les commis greffiers qui seront nommés greffiers adjoints dans le cours de la présente année pourront faire valoir, pour la détermination de leurs traitements, les années de fonctions passées en la première de ces qualités.

Donné à Bruxelles, le 1^{er} mars 1910.

Overgangsbepalingen.

ARTIKEL 4.

De griffiers en toegevoegde griffiers der handelsrechtbanken, thans in functie, nemen onderscheidenlijk den titel van griffier referendaris en van toegevoegd griffier referendaris.

ARTIKEL 5.

De griffiersklerken, thans bij de handelsrechtbanken in functie, die tot toegevoegd griffier zullen benoemd worden, blijven ten persoonlijken titel hunne jaarwedde genieten, indien deze hooger is dan de bij deze wet bepaalde.

ARTIKEL 6.

De griffiersklerken die tot toegevoegd griffier zullen benoemd worden in den loop van dit jaar, mogen, ter bepaling van hunne jaarwedde, de dienstjaren doen gelden welke zij in de eerstgemelde betrekking tellen.

Gegeven te Brussel, den 1^{sten} Maart 1910.

ALBERT.

PAR LE ROI :

Le Ministre de la Justice,

VAN 'S KONINGS WEGE :

De Minister van Justitie,

LÉON DE LANTSHEERE.